

UNDT/2021/142, Applicant

Décisions du TANU ou du TCNU

Sur la question de la réaffectation, le Tribunal a noté que la requérante avait été réaffectée à un poste au même niveau et au même niveau proportionné à ses compétences et compétences. En memorandum inter-office daté du 18 août 2020, le sous-secrétaire général pour le soutien opérationnel («USG / DOS») a réaffecté le demandeur à un autre poste P-5, lui permettant de maintenir son niveau, son niveau et son statut de contrat. Le tribunal a ainsi conclu que la requérante n'avait pas accueilli son fardeau pour montrer que la décision contestée était mal motivée ou de mauvaise foi. De simples affirmations et des insinuations étaient insuffisantes. Sur la question du SLWFP, le tribunal a jugé que la décision de placer le demandeur sur l'évaluation de la gestion en attente du SLWFP était légale et raisonnable. Il était également dans l'intérêt de l'organisation et de la sécurité du demandeur. Le tribunal a également jugé que le demandeur n'avait pas subi de mal pendant le SLWFP. Elle a reçu son salaire complet et tous les avantages sans interruption de service conformément à la règle 5.3 (g) du personnel. La requérante n'a produit aucune preuve à l'appui de son affirmation selon laquelle la décision contestée était biaisée, préjudiciable ou malveillante. En conséquence, les demandes ont été rejetées à tous égards.

Décision Contestée ou Jugement Attaqué

Le demandeur a déposé deux demandes qui ont ensuite été jointes et déterminées ensemble. a) Dans la première demande, qui a été enregistrée comme cas n ° UNT / NBI / 2020/095, le demandeur a contesté la décision de la réaffecter du poste de chef du service central («chef / cs») avec les Nations Unies Global Service Center («UNGSC») à Brindisi au chef de la section, Logistics, Transportation and Movement Integrated Control Center («TMICC»), au Régional Service Center Entebbe («RSCE»). (b) Dans la deuxième demande, qui a été enregistrée en tant que cas n ° UNDT / NBI / 2021/007, elle a contesté la décision de la placer en congé spécial avec une rémunération complète («SLWFP») de l'UNGSC à RSCE.

Principe(s) Juridique(s)

a) En ce qui concerne la première demande, conformément au règlement du personnel 1.2 (c), les membres du personnel sont soumis à l'autorité du secrétaire général et à l'attribution de lui dans l'une des activités ou des bureaux des Nations Unies. Selon la jurisprudence, la réaffectation des fonctions d'un membre du personnel intervient à la grande discrétion de l'organisation pour utiliser ses ressources et son personnel tel qu'il juge approprié. Il est également réglé dans la jurisprudence que la réaffectation d'un membre du personnel à un autre poste est appropriée lorsque le nouveau poste est à la note du membre du personnel, les fonctions assignées correspondent au niveau du membre du personnel et les fonctions à remplir sont proportionnelles à la part du Compétence et compétences du membre du personnel. (b) En ce qui concerne la deuxième demande, la règle 5.3 (f) du personnel prévoit que dans des cas exceptionnels, le secrétaire général peut, à son initiative, placer un membre du personnel en congé spécial avec un salaire complet ou partiel ou sans rémunération si Il ou elle considère une telle congé comme dans l'intérêt de l'organisation.

Résultat

Rejeté sur le fond

Applicants/Appellants

Applicant

Entité

NU

Numéros d'Affaires

UNDT/NBI/2020/95

Tribunal

TCNU

Lieu du Greffe

Nairobi

Date of Judgement

30 Nov 2021

Duty Judge

Juge Hunter Jr.

Language of Judgment

Anglais

Type de Décision

Jugement

Catégories/Sous-catégories

Réaffectation ou transfert

Droit Applicable

Règlement du personnel

- Article 1.2(c)

Statut du personnel

- Disposition 5.3(f)

TCNU Règlement de procédure